

Dominique Bourg: «Le développement durable a fait son temps»

Professeur à la faculté des géosciences et de l'environnement à l'Université de Lausanne, Dominique Bourg s'est fait connaître par plusieurs livres sur l'homme et l'environnement. Conseiller de Nicolas Hulot, il a longtemps rejeté la décroissance avant de s'y rallier.



Vous avez cru au développement durable et vous admettez vous être trompé. Est-ce dû d'après vous à une erreur d'estimation ou plutôt au fait que le développement durable aurait échoué?

Les deux. On pouvait voir dès le départ qu'il y avait un problème. Le premier indice, c'était le caractère extrêmement vague de la notion, qui a d'ailleurs été conçue pour ça. Si elle a suscité un tel succès et tant d'assentiment, c'est parce qu'on ne s'engageait à rien. Quand vous lisez le rapport Brundtland, qui est à l'origine du développement durable, le mot croissance y revient sans cesse.

On a cru au découplage: on pourrait continuer à créer la richesse, à voir le produit intérieur brut (PIB) augmenter tout en réduisant la consommation des ressources. Effectivement, nos techniques nous permettent de mettre sur le marché des biens qui, à l'unité, consomment moins d'énergie ou de matière. Du coup on les vend moins cher et on a plus d'acheteurs ou un usage plus intensif. Entre le début des années 1970 et 2009, on a réussi, par point de PIB, à réduire de 30% la consommation d'énergie à l'échelle mondiale. Dans la même période, les émissions de CO2 ont crû de 80%.

En France, on a fait analyser des quartiers durables et on s'est aperçu que la consommation énergétique ne diminuait pas, au contraire. Pourquoi? Parce que ce qu'on économise sur sa facture de chauffage, on s'en sert pour acheter un sèche-linge ou partir en vacances en avion, etc. Tout cela, on pouvait s'en douter à l'avance.

Alors pourquoi ai-je cru au développement durable? Parce qu'on avait envie d'y croire. Mais à force de voir tous les indicateurs virer au rouge, j'ai fini, et bien d'autres avec moi, par changer d'avis.

Y a-t-il eu rupture ou radicalisation graduelle de votre pensée?

Je pense que c'est un mélange de radicalisation et de déception. C'est lié aussi à l'évolution rapide des problèmes. Au début des années 1990, on commençait à peine à parler de changement climatique et on croyait avoir un horizon lointain devant soi.

Si on remonte encore un peu plus loin, quand Hans Jonas a publié son principe de responsabilité en 1979, il parlait de générations futures, voire très futures. Quand j'ai commencé à travailler sur ces questions il y a trente ans, j'étais dans cette perspective jonassienne. Mais l'horizon s'est rétréci, on s'est aperçu que ça allait beaucoup plus vite que ce qu'on imaginait, que les problèmes augmentaient et nos marges d'action devenaient plus étroites. Le discours du développement durable est en revanche resté le même. Je n'y crois plus.

Faudrait-il donc dénoncer le développement durable?

Je dirais qu'il a fini son temps. On l'a conçu pour anticiper et empêcher d'atteindre un certain niveau de dégradation de l'environnement, or nous l'avons dépassé. En matière de climat, nous n'arriverons plus à contenir l'augmentation de la température moyenne à la surface de la Terre à deux degrés d'ici la fin du siècle. Pour y arriver, il faudrait désormais une réduction de 6% par an en moyenne mondiale de nos émissions de gaz à effet de serre, à compter de 2021, ce n'est pas possible. Nous disposons d'une ultime fenêtre d'action, elle s'est fermée au som-

met de Copenhague. En matière de consommation d'eau, d'érosion de la biodiversité, d'artificialisation des surfaces émergées de la planète, etc., tous les indicateurs sont archi-rouges. Le développement durable, c'est une histoire de grand-papa.

Ce concept ne nous a-t-il pas fait perdre au moins deux décennies?

Tout à fait d'accord. Si vous relisez le rapport Meadows, publié par le Club de Rome en 1972, c'est assez génial. Il proposait une douzaine de scénarios; celui qui était considéré comme le plus probable, appelé *Standard Run*, contenait des courbes qui sont quasi celles qu'on connaît aujourd'hui, 40 ans après. Idéalement, il aurait fallu changer de braquet en 1972 ou au moins à Rio en 1992! Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Pour moi c'est très clair. C'est parce qu'on ne peut pas se représenter les problèmes de l'environnement sur un plan moral ni les représenter politiquement. Et c'est pourquoi je suis en quelque sorte un décroissant désespéré. La décroissance est nécessaire, pour moi il n'y a aucun doute à ce sujet, mais on ne la fera pas avant d'y être contraints, je n'ai là aussi aucun doute.

Pourquoi?

Qu'est-ce qui fait bouger les sociétés humaines? Les grands changements sont généralement liés à des expériences historiques très fortes, en général mâtinées de violence. Sinon, c'est quand on a un sentiment d'obligation. Et ce sentiment, on ne l'a que dans le périmètre de ce qu'on appelle la Règle d'or: «Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit.» On la retrouve dans toutes les sagesses traditionnelles, toutes les religions, il y a probablement un fondement naturel. Mais cette règle ne fonctionne que pour les interactions entre un individu et un autre, ou quelques autres, et à condition d'un effet immédiat. On n'est pas du tout dans ce cadre-là avec les problèmes d'environnement. Entre nos actions et les effets de nos actions, on est très loin dans le temps et dans l'espace. Le lien de cause à effet est très distendu. Si bien qu'on n'a aucun sentiment d'obligation.

Si en prenant ma voiture je voyais les victimes s'aligner derrière, je serais sans doute prêt à changer de comportement. Il resterait certainement quelques cyniques qui continueraient à rouler, mais ils auraient besoin d'un discours de justification. Là on n'en a même pas besoin. On a un printemps pourri, et que disent les gens? Ils se demandent pourquoi on leur parle de réchauffement climatique. Si on ne ressent pas le réchauffement ici et maintenant, on ne ressent pas de liens de causalité. On regarde son cadre de vie, son habitat, la nature autour, on se dit qu'on est bien ici, où est le problème?

Une multiplication des catastrophes naturelles pourrait-elle nous faire bouger?

Le problème, c'est qu'elles vont être graduelles. Donc je ne m'attends pas du tout à ce qu'un État, quelque part, devienne soudain raisonnable et décroissant. J'espère me tromper, mais je pense que nous allons nous casser la figure. Ce qui est bienvenu, entre-temps, ce sont les idées et les expérimentations locales, comme les villes en transition, les *slow cities*, etc. Pour moi, c'est fondamental, j'y vois la possibilité de poches de résilience. Il y a une chance qu'il y ait un effet de contagion.

«[...] l'organisation industrielle, comme la «post-industrielle», comme la société technicienne ou informatisée, ne sont pas des systèmes destinés à produire ni des biens de consommation, ni du bien-être, ni une amélioration de la vie des gens, mais uniquement à produire du profit. Exclusivement.»

Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Hachette, 2004 [1988], p. 571

Faut-il éviter d'employer publiquement le mot «décroissance», parce qu'il sonne trop négatif, ou le répéter dans l'idée qu'il finira par prendre sens?

Je n'ai pas de doute sur le fait qu'il faille l'employer, même si parfois j'hésite, surtout dans le contexte français où les réactions peuvent être violentes. Il faut l'employer avec une certaine pédagogie, et en précisant que cette décroissance, c'est la nôtre, ce ne serait pas celle des pays pauvres. Mais je crois que les gens savent, quelque part, que c'est inévitable. Il y a une part en eux qui se rend compte qu'à 9 ou 10 milliards d'être humains, consommer toujours plus de matière et d'énergie n'est pas quelque chose qui va paraître complètement raisonnable et possible. On peut donc le dire, sans agressivité, dire qu'on aurait intérêt à anticiper le choc pour l'amortir.

Si vous pouviez agir au niveau politique, quels seraient aujourd'hui les moyens d'action possibles?

Il y a beaucoup de leviers sur lesquels on pourrait agir pour progressivement changer le système sans violenter la population. Le premier, extrêmement important, c'est le levier fiscal. Aujourd'hui on a une fiscalité dont l'assiette principale reste le travail. Il est tout à fait envisageable, même si c'est difficile, de mettre sur pied une fiscalité sur les ressources. Ce serait à notre

portée s'il y avait une volonté politique. Or c'est le contraire qui se fait: tous les pays occidentaux continuent à sponsoriser les énergies fossiles!

On pourrait aussi limiter les inégalités de revenus. Historiquement, c'est le pouvoir d'achat des classes sociales les plus élevées qui a toujours tiré le reste de la société vers la consommation. On pourrait très bien imaginer, c'est ce que proposent Gaël Giraud et Cécile Renouard dans leur superbe livre, «Facteur 12», de limiter les écarts de revenus. Les Jeunes socialistes suisses ont repris cette idée dans leur initiative populaire, mais en l'appliquant seulement aux salaires.

On pourrait encore reprendre l'idée de Jacques Richard, professeur à l'Université Paris-Dauphine, qui propose d'élargir la notion de capital. Aujourd'hui on valorise une entreprise au niveau de ses seuls actifs pécuniaires. On peut imaginer une nouvelle comptabilité à trois compartiments, un compartiment financier, un autre pour le capital naturel, et un troisième pour le capital social. Une entreprise qui aurait un comportement très destructeur en termes de capital social ou naturel verrait sa valeur pécuniaire diminuer d'autant. Cela changerait beaucoup de choses! Vous voyez, les instruments ne manqueraient pas pour réorienter nos économies, si les gens le voulaient bien.

Propos recueillis par Alessia Di Dio et Alai Soila



La myopie démocratique

Avec leur fonctionnement à court terme et leurs promesses électorales, nos démocraties sont-elles capables de prendre des décisions douloureuses, mais nécessaires? Co-auteur de *Vers une démocratie écologique* (Seuil, 2010), Dominique Bourg propose de donner une place institutionnelle à des experts, sous forme d'*Académie du futur*, ou de *Sénat du long terme*.

Pour faire face aux urgences écologiques, faudrait-il mettre entre parenthèses la démocratie telle qu'on la connaît aujourd'hui?

Non, c'est trop dangereux. C'est ce que proposait Hans Jonas: une «tyrannie bienveillante et bien informée». Très sincèrement, je pense qu'on aurait la tyrannie ET les problèmes écologiques. Ce qui pourrait faciliter le changement, ce serait d'avoir des États beaucoup plus petits, plus petits encore que la Suisse, où chacun sentirait vraiment la relation avec le tout. Dans les cités grecques antiques, en cas de défaite militaire, toute la population était réduite en esclavage. Il y avait donc une grande solidarité collective. La gestion communautaire des biens communs selon Elinor Ostrom exige aussi une petite échelle. Peut-être parviendrions-nous après l'effondrement de notre monde actuel à l'émergence de petites unités où il y aurait un lien plus organique entre chaque individu et le collectif.

Mais qui pourrait alors gérer des infrastructures existantes comme les centrales nucléaires?

C'est un gros problème. Un effondrement tel que l'imagine l'Américain Jared Diamond, ce n'est pas une société qui disparaît, c'est une société qui régresse dans ses effectifs démographiques et sa complexité. Si nous ne changeons pas de trajectoire, nous allons être confrontés à des pénuries successives et à des cataclysmes naturels. On peut imaginer qu'il en découle des effondrements successifs, un délitement de l'ensemble. Et on n'aurait effectivement plus les moyens d'entretenir de larges infrastructures.

Certains proposent l'inverse: un gouvernement mondial capable de prendre des mesures que tout le monde appliquerait...

C'est toute la difficulté de la situation: on est pris dans une tension contradictoire. Le retour à des échelles plus petites est peut-être le seul moyen de redonner un sens au collectif, avec une meilleure organisation, mais les problèmes que nous connaissons aujourd'hui sont globaux. Sans un degré de sophistication scientifique élevé, nous serions aveugles face à ces problèmes. Cette sophistication exige des sociétés complexes et une organisation à l'échelle mondiale. Face à cette contradiction, très sincèrement, je n'ai pas la solution.